

HUIT TERRORISTE ÉLIMINÉS

L'ANP frappe fort à Boumerdès

Les forces de l'Armée nationale populaire, ANP, ont éliminé 8 terroristes d'Aqmi. Cette information est confirmée. Par ailleurs, une source sûre nous a confié que parmi le groupe des 8 terroristes, se trouvait S. Sadouk, natif de la région de Bordj-Menaïel. L'information est importante.

Ce terroriste, rappelle notre source, est un ancien militant du FIS (Front islamique du salut) dissous qui a rejoint le maquis en 1994. C'est un redoutable djihadiste qui a instauré, depuis des années, la terreur dans la région du sud-est de la wilaya de Boumerdès, région comprise entre la partie ouest du massif de Sidi Ali Bounab jusqu'à l'est de Timezrit en passant par la ville de Bordj-Menaïel et les localités du sud des Issers.

Le climat de terreur qu'il a installé lui a permis d'amasser une immense fortune qu'il confie, pour son blanchiment, à des repentis. Selon nos sources, un second terroriste a été identifié. Il s'agit de Saïd Z. natif aussi de Bordj-Menaïel. Ce coup de force des éléments de l'ANP a été enregistré au village d'Imedjaounen, sur le piémont ouest de Sidi Ali Bounab, à mi-chemin entre Bordj-Menaïel et Timezrit.

Exploitant une information émanant de citoyens, les forces de l'ANP se sont rapidement déployées pour encercler, dans la nuit du samedi, la casemate des terroristes. Après le refus de se rendre, les soldats ont pris d'assaut la cache des djihadistes.

Selon nos informations, plusieurs fusils d'assaut de type kalachnikov et des munitions ont été récupérés. Dans l'après-midi d'hier, les huit terroristes se trouvaient à la morgue de l'hôpital de Bordj-Menaïel pour identification. Durant cette opération, un officier du rang de capitaine a été blessé.

Après l'isolement, voici le temps de l'éradication

Après la période d'isolement, imposée par un dispositif sécuritaire mis en place par l'ANP et les autres services de sécurité, et la neutralisation des réseaux de soutien, voici venu le temps de l'éradication. C'est la première conclusion qu'un obser-

vateur de la scène sécuritaire de la région de Boumerdès peut tirer de l'information de cette opération.

Seconde constatation, les services de sécurité font montre ces dernières années d'une grande efficacité. Les statistiques corroborent cette donnée. Le citoyen a certainement remarqué que la presse régionale ne rapporte plus, et ce depuis quelques mois, les bilans macabres découlant de la nuisance de ce qui reste comme terroristes issus du GSPC qui ont rejoint, en 2007, Al Qaïda avant de créer Aqmi.

Ces dernières années, les salafistes armés ont eu exclusivement recours à des attentats à la bombe actionnée à distance pour, d'une part, harceler les services de sécurité et, d'autre part, entretenir la peur au sein des populations ; particulièrement celles isolées afin de les racketter. Il y a fort heureusement assez longtemps qu'aucune bombe n'a explosé au passage de véhicules des services de sécurité.

Quant aux capacités militaires

leur permettant d'organiser des attaques contre les unités des services de sécurité, comme les postes avancés, les émirs des seriates et des katibats ou du moins les résiduels du GSPC des terroristes les ont perdues depuis plusieurs années.

Par ailleurs, l'ANP a éliminé depuis janvier 2012, rien que dans la wilaya de Boumerdès, une soixantaine de djihadistes.

L'armée a en outre mené avec succès quelques grandes opérations contre les éléments d'Aqmi de Boumerdès. On se rappelle l'opération de janvier 2012 durant laquelle 9 terroristes ont été éliminés à Aït Amrane.

L'été dernier, une autre opération déclenchée au nord de la ville de Bordj-Menaïel s'était soldée par la neutralisation de 4 terroristes.

Au pied du mont de Bouzegza, l'ANP a débusqué, au tout début de cette année, un important groupe armé. Onze éléments ont été mis hors d'état de nuire.

Abachi L.

TROIS ANNÉES SONT PASSÉES DEPUIS L'ASSASSINAT DE ALI TOUNSI

La partie civile veut connaître le mobile du meurtre

24 février 2010-25 février 2013. Trois années sont passées depuis la mort tragique de l'ex-directeur général de la Sûreté nationale Ali Tounsi. Le 23 décembre 2010, la Cour suprême, a statué sur les pourvois interjetés tant par la partie civile que par la défense. Sa décision : rejet des requêtes et renvoi du dossier devant le tribunal criminel. Depuis, rien de nouveau. Aucune suite n'a été enregistrée.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Si la date du procès n'est toujours pas fixée, il n'en demeure que pour la partie civile, «ce dossier a été géré dans la précipitation». Des propos déjà tenus aussi bien par la défense que par la partie civile. Mais pour M^e Fatima Chenaïf, «la victime n'était pas n'importe quelle personne, d'où notre droit de revendiquer le droit de connaître le mobile de cet assassinat». En d'autres termes, la partie civile s'interroge sur «les motifs qui ont poussé la justice à ne pas auditionner certains témoins», dont certains ont affiché leur disponibilité à le faire à l'image de l'ex-ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales.

«M. Zerhouni se serait présenté, s'il avait été convoqué. J'en suis persuadé», dit-on,

arguant du fait que l'ex-ministre de l'Intérieur avait déclaré officiellement qu'«il était disponible à témoigner. Mais on est devant une justice de puissants, et il y a une volonté de fermer le dossier sans que toute la vérité ne soit dévoilée». «Notre requête a été rejetée et là, cela sème le doute sur la gestion de cette affaire. La justice est rendue au nom du peuple algérien», ajoute, pour sa part, M^e Chenaïf. «Nous regrettons que la justice soit restée muette, il y a une volonté de réduire l'affaire à deux personnes, il y aura toujours des zones d'ombre, et cela n'honore pas la justice qui a raté sa sortie dans les grands procès», commentent d'autres sources. Pour la partie civile, la revendication principale est de «connaître le mobile du crime».

Pour notre interlocutrice, «on ne tire pas sur un homme à cause du report d'une réunion». «Lors de son audition par le juge instructeur, M. Oultache aurait déclaré que le refus du défunt DGSN de reporter la réunion l'a mis dans un état de colère, ce qui l'a poussé à sortir son arme et tirer sur son chef ! Le juge d'instruction devait travailler sur les circonstances de l'assassinat commis dans un contexte sensible» avait expliqué le collectif des avocats de la partie civile, lors d'une conférence de presse tenue en 2010. «On ne croit pas à la thèse du complot et le communiqué du 25 février du ministère de l'Intérieur



Ali Tounsi, ex-directeur général de la Sûreté nationale.

s'inscrit dans le souci d'écarter cette thèse», ajoute-t-on. La reconstitution des faits a été marquée par des «insuffisances d'autant

Photo : Samir Sid

qu'Oultache a été auditionné sur la procédure et non sur le fond». «Ses déclarations n'ont pas été mentionnées sur le P-V sur-le-champ, alors que le greffier était présent», fera remarquer, de son côté M^e Chenaïf. «Il y a quelque chose derrière cet assassinat», dira-t-elle, avant d'ajouter que «l'instruction n'a pas été complète». «On n'a pas mentionné le timing, on ignore quand Oultache est sorti du bureau du défunt, ni combien de temps il est resté avec lui. Le timing est important d'autant qu'Oultache serait resté dans le bureau après l'assassinat. Le timing peut être d'une grande signification dans le pourquoi de l'acte», affirmera-t-elle. Trois années après, cette avocate persiste et signe : «Moi, je cherche le mobile. Pourquoi Tounsi a été assassiné.

C'est le même questionnement qui se pose pour le défunt Boudiaf et pour feu Ali Tounsi. Trois années après, ces mêmes questions sont posées de nouveau. C'est pour crédibiliser notre justice. Lui, (Tounsi) ne fait plus partie de ce monde, mais il faut que la justice de notre pays reprenne la place qui est la sienne. Il ne faut pas toucher à la symbolique de la balance. La justice est le dernier recours, il faut donc la préserver et la conforter. Nos consciences, ne nous permettent jamais de composer avec ce genre de situation», conclut-elle.

A. B.

HYDRAPHARM LANCE SA PRODUCTION À KHEMIS MILIANA

Smecta bientôt fabriqué en Algérie

Les premières boîtes de l'anti-diarrhéique Smecta, fabriqué à Khemis Miliana (Aïn Defla), seront disponibles dans les officines du pays dès la mi-2013.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Par le biais d'un contrat signé mercredi dernier avec le label Ipsen-France du groupe pharmaceutique international Ipsen, la filiale du groupe pharmaceutique algérien Hydrapharm, AT Pharma, a obtenu une licence de fabrication locale de médicaments de médecine générale.

Une première ligne de fabrication de médicaments, dont l'anti-diarrhéique Smecta, sera, en effet, opérationnelle dès cette année au niveau de l'usine de production de Khemis Miliana. Fruit d'un investissement sur fonds propres de la société AT Pharma (2,3 milliards de dinars, soit 21 millions d'euros consentis en première phase), cette unité a été réalisée avec le savoir-faire de sociétés d'ingénierie et d'équipementiers de

référence internationale. Devant être inaugurée dans quelques semaines, cette unité de production sera définitivement opérationnelle dès la fin du troisième trimestre 2013 et va générer la création de 180 emplois directs. Résultat de négociations enclenchées durant les trois dernières années, ce contrat permettra à AT Pharma de poursuivre une dynamique industrielle locale, performante et répondant aux besoins du pays. C'est ce que relèvera le dirigeant du groupe Hydrapharm chargé de la stratégie & business développement, Mahmoud Abbas Terki, assurant que c'est «un début et mettant en avant une offre de médicaments accessibles en termes de prix.

Comme ce contrat permettra au laboratoire Ipsen, présent en Algérie

depuis plus de trente ans, de consolider son positionnement sur le marché algérien, un marché «prioritaire et structurant», de contribuer au développement industriel local et à satisfaire une forte demande domestique.

Mais aussi de développer un partenariat de qualité, régi par des valeurs communes pour paraphraser le vice-président senior des opérations intercontinentales et de la franchise médecine générale d'Ipsen, Jean Fabre, qui précise que «le choix d'AT Pharma, sélectionnée après appel d'offres pour la qualité et le professionnalisme de son projet, s'est fait dans le souci de garantir aux patients algériens les mêmes standards de qualité qu'en France».

Créé en 1995, le groupe Hydrapharm s'est, depuis, fortement engagé dans le développement du secteur pharmaceutique national, soit en mettant en place des plateformes

logistiques permettant la distribution fluide des médicaments et autres produits parapharmaceutiques, en créant des filiales dédiées à la répartition et assurant une accessibilité meilleure aux médicaments et en élargissant ses activités dès 2006 à l'importation, la distribution de consommables et équipements, la promotion médicale ainsi que le conseil.

Associé depuis 2007 au leader mondial de la distribution de produits pharmaceutiques, Alliance Boots, qui détient 30% de son capital, Hydrapharm a acquis une position de premier plan sur le marché algérien, voire régional, selon Mahmoud Terki. Constitué en huit filiales, comptant un effectif de l'ordre de 1 400 collaborateurs et affichant des résultats positifs (un chiffre d'affaires réalisé de 600 millions de dollars), Hydrapharm entend développer d'autres partenariats, booster l'industrie pharmaceu-

tique locale et développer la production en substitution à l'importation.

Représenté par un bureau de liaison depuis six ans, Ipsen s'est engagé dans l'offre de spécialités à intérêt thérapeutique avéré dans le domaine de la gastro-entérologie, l'urologie, l'endocrinologie et la neurologie, ainsi que dans la recherche clinique et épidémiologique, la formation, la pharmacovigilance et la promotion des produits. Ipsen, rappelons-le, est un groupe pharmaceutique de spécialité à vocation mondiale qui a affiché en 2012 des ventes supérieures à 1,2 milliard d'euros et qui ambitionne de devenir un leader dans le traitement des maladies invalidantes.

Actif dans le domaine de la recherche-développement en y consacrant plus de 250 millions d'euros en 2011, Ipsen rassemble près de 4 500 collaborateurs dans le monde.

C. B.